

Art. 11. Overtreding van de bepalingen van dit besluit en van de in toepassing ervan genomen besluiten, wordt gestraft met de straffen voorzien bij de wet van 30 december 1882 op de diergeneeskundige politie en de schadelijke insecten.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1982.

Art. 13. Onze Staatssecretaris voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN**

N. 82 — 445

Koninklijk besluit van 16 december 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 januari 1971 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen. — Erratum

Op pagina 2564 van het *Belgisch Staatsblad* van 6 maart 1982, moet artikel 5 van de Franse tekst, als volgt worden gelezen : « les articles 1er et 2 du présent arrêté produisent leurs effets à la date du 1er janvier 1976 » in plaats van « les articles 1er et 2 du présent arrêté produisent leurs effets à la date du 14 février 1978 ».

Art. 11. Les infractions aux dispositions du présent arrêté et des arrêtés pris pour son exécution sont punies des peines prévues par la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaires des animaux domestiques et les insectes nuisibles.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1982.

Art. 13. Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture est chargé à l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1982.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE**

F. 82 — 445

Arrêté royal du 16 décembre 1981 modifiant l'arrêté royal du 21 janvier 1971 fixant le cadre organique du personnel de la Société nationale des Distributeurs d'Eau. — Erratum

A la page 2564 du *Moniteur belge* du 6 mars 1982, à l'article 5, il y a lieu de lire dans le texte en français : « les articles 1er et 2 du présent arrêté produisent leurs effets à la date du 1er janvier 1976 » au lieu de « les articles 1er et 2 du présent arrêté produisent leurs effets à la date du 14 février 1978 ».

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 82 — 446

16 DECEMBRE 1981. — Arrêté ministériel portant fixation du barème qui servira de base au calcul de la participation financière des parents dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour et les prégaréliennats agréés et subsidiés par l'Œuvre nationale de l'Enfance, ainsi que dans les services reconnus de gardiennes d'enfants à domicile

Le Ministre de la Communauté française,

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1981 fixant la composition des Exécutifs des Communautés et des Régions;

Vu l'arrêté royal du 13 novembre 1980 fixant les compétences ministérielles pour les matières relevant de la Communauté française, confirmé par l'arrêté royal du 10 avril 1981;

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1971, modifiant l'arrêté royal du 13 février 1970, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour agréées par l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par l'arrêté royal du 5 mai 1971, notamment l'article 2 et par les arrêtés royaux du 14 octobre 1971, du 18 février 1974, du 25 février 1975, du 25 septembre 1978, du 24 octobre 1978 et du 15 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1975, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services de gardiennes d'enfants à domicile reconnus par l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1978;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1976, modifiant :

1° L'arrêté royal du 13 février 1970 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour et de prégaréliennats agréés par

l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1971, 1er juillet 1971, 14 octobre 1971 et 18 février 1974;

2° L'arrêté royal du 18 août 1975 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services de gardiennes d'enfants à domicile reconnus par l'Œuvre nationale de l'Enfance;

l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1971, 1er juillet 1971, 14 octobre 1971 et 18 février 1974;

l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1971, 1er juillet 1971, 14 octobre 1971 et 18 février 1974;

l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1971, 1er juillet 1971, 14 octobre 1971 et 18 février 1974;

l'Œuvre nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1971, 1er juillet 1971, 14 octobre 1971 et 18 février 1974;

Arrête :

Article unique. Le barème visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 13 février 1970 tel qu'il a été modifié, et à l'article 2, 9° de l'arrêté royal du 18 août 1975 susvisé, est fixé pour une période d'un an, prenant cours le 1er janvier 1982, conformément aux dispositions du texte annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 1981.

M. HANSENNE

Annexe 1

Barème de la participation financière des parents aux frais de séjour des enfants dans les crèches de jour et préguardiennats agréés et subsidiés par l'Œuvre nationale de l'Enfance, ainsi que dans les services reconnus de gardiennes d'enfants à domicile

1. Cette participation est fixée comme suit :

REVENUS MENSUELS NETS cumulés du ménage marié ou cohabitant (du parent isolé)	PARTICIPATION JOURNALIERE			REVENUS MENSUELS NETS cumulés du ménage marié ou cohabitant (du parent isolé)	PARTICIPATION JOURNALIERE		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
- 12 499	50	50	50	41 000 - 41 999	228	160	114
12 500 - 14 999	75	53	50	42 000 - 42 999	234	164	117
15 000 - 15 999	85	60	50	43 000 - 43 999	239	167	120
16 000 - 16 999	91	64	50	44 000 - 44 999	245	172	123
17 000 - 17 999	96	67	50	45 000 - 45 999	250	175	125
18 000 - 18 999	102	71	51	46 000 - 46 999	256	179	128
19 000 - 19 999	107	75	54	47 000 - 47 999	261	183	131
20 000 - 20 999	113	79	57	48 000 - 48 999	267	187	134
21 000 - 21 999	118	83	59	49 000 - 49 999	272	190	136
22 000 - 22 999	124	87	62	50 000 - 50 999	278	195	139
23 000 - 23 999	129	90	65	51 000 - 51 999	283	198	142
24 000 - 24 999	135	95	68	52 000 - 52 999	289	202	145
25 000 - 25 999	140	98	70	53 000 - 53 999	294	206	147
26 000 - 26 999	146	102	73	54 000 - 54 999	300	210	150
27 000 - 27 999	151	106	76	55 000 - 55 999	305	214	153
28 000 - 28 999	157	110	79	56 000 - 56 999	311	218	156
29 000 - 29 999	162	113	81	57 000 - 57 999	316	221	158
30 000 - 30 999	168	118	84	58 000 - 58 999	322	225	161
31 000 - 31 999	173	121	87	59 000 - 59 999	327	229	164
32 000 - 32 999	179	125	90	60 000 - 60 999	333	233	167
33 000 - 33 999	184	129	92	61 000 - 61 999	338	237	169
34 000 - 34 999	190	133	95	62 000 - 62 999	344	241	172
35 000 - 35 999	195	137	98	63 000 - 63 999	349	244	175
36 000 - 36 999	201	141	101	64 000 - 64 999	355	249	178
37 000 - 37 999	206	144	103	65 000 - 65 999	360	252	180
38 000 - 38 999	212	148	106	66 000 - 66 999	366	256	183
39 000 - 39 999	217	152	109	67 000 - 67 999	371	260	186
40 000 - 40 999	223	156	112	68 000 - 68 999	377	264	189
				69 000 - 69 999	382	267	191
				70 000 et plus	385	270	193

Le montant de la participation journalière ne peut en aucun cas être inférieur à 50 F (minimum absolu).

Le montant de la participation financière est fixé à 385 F par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Le montant de la participation financière des pouvoirs publics qui supportent les frais de placement d'enfants est fixé à 385 F par jour et par enfant.

Précisions

a) De F 85 à F 382, le montant de la participation financière des parents est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Revenus mensuels nets cumulés du ménage} \times 11 \%}{20 \text{ jours ouvrables}} \quad (\text{exprimé en moyenne arithmétique par tranche de F 1 000}).$$

A partir de F 70 000, de revenus mensuels nets cumulés du ménage, la participation financière des parents est plafonnée à F 385.

b) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation journalière sont ceux du mois de janvier 1982 ou du premier mois d'inscription de l'enfant à la crèche, au pré-gardiennat ou au service reconnu de gardiennes à domicile.

A défaut de la production de la preuve des revenus mensuels nets actuels cumulés du ménage, il y aura lieu de se référer, soit à l'avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques 1980 (revenus 1979), soit à l'avertissement-extrait de rôle 1981 (revenus 1980) et d'appliquer selon le cas l'une des deux formules de reconversion suivante :

1° Avertissement-extrait de rôle 1980 (revenus 1979) :

$$\frac{A}{10,30} \times 1,04 = \text{revenus mensuels nets actuels cumulés du ménage.}$$

A = revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1979 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1980).

10,30 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés 1979 en revenus mensuels nets (cumulés) de mai 1981.

1,04 = coefficient d'adaptation à l'indice des prix à la consommation d'octobre 1981.

2° Avertissement-extrait de rôle 1981 (revenus 1980) :

$$\frac{A}{10,30} = \text{revenus mensuels nets actuels cumulés du ménage.}$$

A = revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1980 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1981).

10,30 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés 1980 en revenus mensuels nets (cumulés) de mai 1982.

Il y aura lieu pour les parents de justifier leurs revenus sur base d'un modèle de déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, figurant à l'annexe 2.

c) Par « revenus » à justifier, il faut entendre toutes les ressources financières du ménage marié ou cohabitant ou du parent isolé et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité - pensions - allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles - allocations de chômage - allocations au handicapés);
- indemnités de milice;
- bourses d'études;
- revenu garanti - minimum de moyens d'existence - aides financières C.P.A.S.

Pour la détermination des revenus de référence, il ne sera pas tenu compte des allocations familiales (à déduire le cas échéant, si elles sont intégrées à la rémunération) ni des interventions des Pouvoirs Publics dans les frais d'entretien d'un enfant placé en famille d'accueil (article 83bis du Code des impôts sur les revenus).

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

d) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché aux crèches, pré-gardiennats et services de gardiennes à domicile est déterminante pour adapter la participation journalière, en cas de situation financière particulière d'une famille. Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

2. La participation financière telle que fixée au point 1 couvre la totalité des frais de séjour, à l'exclusion de la fourniture des aliments de régime et des médicaments, des vêtements et des langes, qui sont à charge des parents.

3. En cas de fréquentation à mi-temps des institutions et services visés par le présent texte, la participation financière des parents est fixée à 50 p.c. du montant de la redevance normalement due.

La participation ne pourra toutefois, et en aucun cas, être inférieure à F 50 (minimum absolu).

Par fréquentation à mi-temps, il y a lieu d'entendre un séjour qui n'excède pas cinq heures (avec un seul repas).

4. Lorsque deux enfants d'une même famille sont soumis simultanément au barème fixé au point 1, la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 p.c. de la redevance normale à temps plein ou à mi-temps.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés ensemble à la même institution ou au même service.

La même réduction à 70 p.c. sera accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants à charge ou plus.

La participation ne pourra toutefois et en aucun cas être inférieure à F 50 (minimum absolu).

5. La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement anticipé ou d'une provision.

6. Une redevance de réservation — au moins égale au minimum absolu de la participation journalière (F 50) — peut être demandée en cas d'absence non justifiée d'un enfant inscrit.

Elle sera toutefois limitée à 25 p.c. du montant normalement dû.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 décembre 1981.

Le Ministre de la Communauté française,

M. HANSENNE

Annexe 2

DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE
OU DU PARENT ISOLE

(en application de l'arrêté ministériel du 16 décembre 1981)

En vue du calcul de la participation financière dans les frais de séjour de l'enfant inscrit à la (au)

Crèche :
Prégardiennat :
Service de gardiennes à domicile :

Enfant inscrit :	Personne assumant la charge financière de l'enfant et signant la présente déclaration :
Nom et prénom :	Nom et prénom :
Adresse :	Adresse :
Date de naissance :	Relation parentale :
Ordre dans la famille : aîné, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème (*)	
Date d'inscription :	

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants :

(*) Barrer ce qui ne convient pas.

MODELE A.

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté ministériel fixant pour l'année 1982 le barème de la participation financière des parents aux frais de séjour dans les crèches de jour et pré-gardiennats agréés et subsidiés par l'O.N.E. ainsi que dans les services reconnus de gardiennes d'enfants à domicile,

et ne produire aucune preuve de revenus.

Je m'engage à payer le montant de la participation financière mentionnée dans cet arrêté ministériel.

Déclaré sincère et complet,

Date. Signature de la personne responsable de l'enfant.

MODELE C.

Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1980 (revenus 1979), suivant la formule de reconversion ci-après :

$$\frac{\dots\dots\dots}{10,30} (1) \times 1,04 = \dots\dots\dots F (2)$$

- (1) revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1979 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1980).
- (2) revenus mensuels nets actuels cumulés du ménage.
- 10,30 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés 1979 en revenus mensuels nets (cumulés) de mai 1981.
- 1,04 = coefficient d'adaptation à l'indice des prix à la consommation d'octobre 1981.

Date. Signature de la personne responsable de l'enfant.

MODELE B.

Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets (cumulés) de mon ménage comportent pour le mois de 19.... la somme de

F.

J'appuie cette déclaration des documents de référence suivants :

.....

Date. Signature de la personne responsable de l'enfant.

MODELE D.

Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1981 (revenus 1980), suivant la formule de reconversion ci-après :

$$\frac{\dots\dots\dots}{10,30} (1) = \dots\dots\dots F (2)$$

- (1) revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1980 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1981).
 - (2) revenus mensuels nets actuels cumulés du ménage.
 - 10,30 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés 1980 en revenus mensuels nets (cumulés) de mai 1982.
- Date. Signature de la personne responsable de l'enfant.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 décembre 1981.

Le Ministre de la Communauté française,
M. HANSENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 82 — 446

16 DECEMBER 1981. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van de schalen die als basis dienen voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen, opgenomen in de kinderdagverblijven en peuterscholen, erkend en gesubsidieerd door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en in de erkende diensten voor onthaalmoeders

De Minister van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot Hervorming der Instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op de gewone wet tot Hervorming der Instellingen van 9 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1981 houdende samenstelling van de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 november 1980 tot bepaling van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van de Franse Gemeenschap, bevestigd door het koninklijk besluit van 10 april 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1971 tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 mei 1971, inzonderheid op artikel 2, en bij koninklijke besluiten van 14 oktober 1971, 18 februari 1974, 25 februari 1975, 25 september 1978, 24 oktober 1978 en 15 juli 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1975 houdende vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 juni 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1976 tot wijziging van :

1° het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de Rijkstegemoet-

koming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven en peuterscholen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 mei 1971, 1 juli 1971, 14 oktober 1971 en 18 februari 1974;

2° het koninklijk besluit van 18 augustus 1975, tot vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;

Gelet op het advies van de Hoge Raad der werken voor Kinderwelzijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet tot Hervorming der Instellingen van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, om vanaf 1 januari 1982 aan de ouders het bedrag van hun financiële bijdrage in de verblijfkosten van de kinderen opgenomen in de door dit besluit bedoelde instellingen, kenbaar te maken,

Besluit :

Enig artikel. De schalen waarvan sprake in artikel 7 van het koninklijk besluit van 13 februari 1970, zoals het gewijzigd werd, en in artikel 2, 9° van het hierboven vermeld koninklijk besluit van 18 augustus 1975, zijn vastgesteld voor een periode van één jaar, beginnende op 1 januari 1982, in overeenkomst met de bepalingen van de tekst in bijlage van dit besluit.

Brussel, 16 december 1981.

M. HANSENNE

Bijlage 1

Schalen van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen in de kinderdagverblijven en peuterspeelruimten, erkend en gesubsidieerd door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en in de erkende diensten voor onthaalmoeders

1. Deze bijdrage is als volgt vastgesteld :

MAANDELIJKS NETTO INKOMEN samengevoegd van het gehuwd of samenwonend gezin (alleenstaand familielid)	DAGELIJKSE BIJDRAGE			MAANDELIJKS NETTO INKOMEN samengevoegd van het gehuwd of samenwonend gezin (alleenstaand familielid)	DAGELIJKSE BIJDRAGE		
	-100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
- 12 499	50	50	50	41 000 - 41 999	228	160	114
				42 000 - 42 999	234	164	117
12 500 - 14 999	75	53	50	43 000 - 43 999	239	167	120
				44 000 - 44 999	245	172	123
15 000 - 15 999	85	60	50	45 000 - 45 999	250	175	125
16 000 - 16 999	91	64	50				
17 000 - 17 999	96	67	50	46 000 - 46 999	256	179	128
18 000 - 18 999	102	71	51	47 000 - 47 999	261	183	131
19 000 - 19 999	107	75	54	48 000 - 48 999	267	187	134
20 000 - 20 999	113	79	57	49 000 - 49 999	272	190	136
				50 000 - 50 999	278	195	139
21 000 - 21 999	118	83	59				
22 000 - 22 999	124	87	62	51 000 - 51 999	283	198	142
23 000 - 23 999	129	90	65	52 000 - 52 999	289	202	145
24 000 - 24 999	135	95	68	53 000 - 53 999	294	206	147
25 000 - 25 999	140	98	70	54 000 - 54 999	300	210	150
				55 000 - 55 999	305	214	153
26 000 - 26 999	146	102	73				
27 000 - 27 999	151	106	76	56 000 - 56 999	311	218	156
28 000 - 28 999	157	110	79	57 000 - 57 999	316	221	158
29 000 - 29 999	162	113	81	58 000 - 58 999	322	225	161
30 000 - 30 999	168	118	84	59 000 - 59 999	327	229	164
				60 000 - 60 999	333	233	167
31 000 - 31 999	173	121	87				
32 000 - 32 999	179	125	90	61 000 - 61 999	338	237	169
33 000 - 33 999	184	129	92	62 000 - 62 999	344	241	172
34 000 - 34 999	190	133	95	63 000 - 63 999	349	244	175
35 000 - 35 999	195	137	98	64 000 - 64 999	355	249	178
				65 000 - 65 999	360	252	180
36 000 - 36 999	201	141	101				
37 000 - 37 999	206	144	103	66 000 - 66 999	366	256	183
38 000 - 38 999	212	148	106	67 000 - 67 999	371	260	186
39 000 - 39 999	217	152	109	68 000 - 68 999	377	264	189
40 000 - 40 999	223	156	112	69 000 - 69 999	382	267	191
				70 000 en meer	385	270	193

Het bedrag van de dagelijkse bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 50 F (absoluut minimum).

Het bedrag van de financiële bijdrage is vastgesteld op 385 F per dag voor de ouders die geen bewijs leveren van hun inkomsten.

Het bedrag van de financiële bijdrage van de openbare instanties die de last dragen van de plaatsingskosten van de kinderen, wordt vastgesteld op 385 F per dag en per kind.

Bijzonderheden

a) Van F 85 tot F 382 wordt het bedrag van de financiële bijdrage van de ouders als volgt berekend :

Samengevoegd netto maandelijks gezinsinkomen \times 11 %
 ————— (uitgedrukt in rekenkundig gemiddelde per gedeelte van F 1 000).
 20 werkdagen

Vanaf F 70 000 samengevoegd netto maandelijks gezinsinkomen, wordt de financiële bijdrage van de ouders begrensd op F 385.

b) Het samengevoegd netto maandelijks gezinsinkomen dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de dagelijkse bijdrage is dit van de maand januari 15,82 of van de eerste maand van inschrijving van het kind in het kinderdagverblijf, de peuterschool of de erkende dienst voor onthaalmochters.

Bij niet voorlegging van het bewijs van het werkelijk samengevoegd netto maandelijks gezinsinkomen zal men zich houden hetzij aan het aanslagbiljet over het aanslagjaar met betrekking tot de personenbelasting 1980 (inkomsten 1979), hetzij aan het aanslagbiljet over het aanslagjaar 1981 (inkomsten 1980) en, volgens het geval, één van de twee hiernavolgende omrekeningsformules toepassen :

1e aanslagbiljet 1980 (inkomsten 1979) :

A
 ————— \times 1,04 = samengevoegd netto maandelijks gezinsinkomen.
 10,30

A = samengevoegd jaarlijks netto belastbaar gezinsinkomen voor 1979 (zoals vermeld op het aanslagbiljet over het aanslagjaar 1980).

10,30 = omrekeningsvoet van het samengevoegd jaarlijks netto belastbaar gezinsinkomen 1979 in maandelijks netto inkomen (samengevoegd) van mei 1981.

1,04 = aanpassingsvoet aan het indexcijfer der consumptieprijzen van oktober 1981.

2e aanslagbiljet 1981 (inkomsten 1980) :

A
 ————— = samengevoegd werkelijk maandelijks netto gezinsinkomen.
 10,30

A = samengevoegd jaarlijks netto belastbaar gezinsinkomen voor 1980 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1981).

10,30 = omrekeningsvoet van het samengevoegd jaarlijks netto belastbaar gezinsinkomen 1980 in maandelijks netto inkomen (samengevoegd) van mei 1982.

De ouders dienen hun inkomsten te rechtvaardigen op basis van een model van aangifte van het gezinsinkomen of van het alleenstaand gezinslid, zoals aangeduid in bijlage 2.

e) Door te rechtvaardigen « inkomsten » verstaat men al de financiële bestaansmiddelen van het gehuwd of samenwonend gezin of van het alleenstaand gezinslid, en o.a. :

- beroepsinkomsten;
- sociale tegemoetkomingen (ziekte-invaliditeit - pensioenen - vergoedingen voor arbeidsongevallen - werkloosheidsuitkeringen - vergoedingen aan gehandicapten);
- militievergoedingen;
- studiebeurzen;
- gewaarborgd inkomen - bestaansminimum - financiële tussenkomsten O.C.M.W.

Voor het bepalen van de inkomsten waarmee rekening moet worden gehouden komen niet in aanmerking : de kinderbijslagen (eventueel af te trekken indien ze begrepen zijn in de bezoldiging), noch de bijdragen van de openbare instanties in de kosten van onderhoud van een kind geplaatst in een onthaalgezin (artikel 83bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

De onderhoudsgelden worden toegevoegd aan de inkomsten waarmee rekening wordt gehouden indien ze worden geïnd.

Zij worden afgetrokken indien ze worden gestort.

d) Het sociaal onderzoek, uitgevoerd door een sociaal werker, verbonden aan de kinderdagverblijven, peuterscholen en diensten voor onthaalmochters is bepalend voor de aanpassing van de dagelijkse bijdrage, in geval van bijzondere financiële toestand van een gezin.

Elke afwijking aan huidige schalen zal nochtans gestaafd worden door een schriftelijk verantwoordingsverslag.

2. De financiële bijdrage, zoals vastgesteld in punt 1 dekt het geheel der verblijfkosten, met uitzondering van het leveren van dieet-voedingsmiddelen en geneesmiddelen, kledingsstukken en luiers, die ten laste zijn van de ouders.

3. Wanneer de inrichtingen, bedoeld bij deze tekst, slechts halftijds worden bezocht, wordt de financiële bijdrage van de ouders bepaald op 50 pct. van de normale eisbare bijdrage.

De bijdrage mag in geen enkel geval minder dan F 50 bedragen (absoluut minimum).

Door halftijds bezoek dient verstaan een verblijf dat de vijf uren niet overtreft (met één enkele maaltijd).

4. Wanneer twee kinderen van eenzelfde gezin terzelfdertijd aan het barema, vastgesteld in punt 1, worden onderworpen, wordt de financiële bijdrage voor ieder kind verminderd tot 70 pct. van de normale voltijdse of halftijdse eisbare bijdrage.

De sociale werker gaat de gelijktijdigheid der plaatsing na wanneer de twee kinderen niet samen aan dezelfde instelling of zelfde dienst zijn toevertrouwd.

Dezelfde vermindering aan 70 pct. zal toegekend worden voor elk kind behorende tot een gezin dat drie of méér kinderen ten laste heeft.

De bijdrage mag in geen geval minder dan F 50 bedragen (absoluut minimum).

5. De financiële bijdrage van de ouders kan het voorwerp uitmaken van een voorafgaande betaling of een voorschot.

6. Een reservatiegeld — tenminste gelijk aan het absoluut minimum van de dagelijkse bijdrage (F 50) — kan worden gevraagd in geval van niet gewettigde afwezigheid van een ingeschreven kind.

Het zal in elk geval beperkt worden tot 25 pct. van het normaal eisbaar bedrag.

Gezien om gehecht te worden aan het ministerieel besluit van 16 december 1981.

De Minister van de Franse Gemeenschap,
 M. HANSENNE

Bijlage 2

**INKOMENSAANGIFTE VAN HET
GEZIN OF VAN DE ALLEENSTAANDE**

(in toepassing van het ministerieel besluit van 16 december 1981)

Met het oog op de berekening van de financiële bijdrage in de verblijfkosten van de kinderen ingeschreven in het

Kinderdagverblijf :
 Peutertuin :
 Dienst voor onthaalmoeders :
 Ingeschreven kind :
 Naam en voornaam :
 Adres :
 Geboortedatum :
 Schikking in het gezin : oudste, 2de, 3de, 4de, 5de (*)
 Datum van inschrijving :
 Deze inschrijving dient vervolledigd door één der volgende modellen :

Persoon die het kind financieel ten laste heeft en ondertekenaar van huidige verklaring :

Naam en voornaam :
 Adres :
 Familieverhouding :

(*) Schrappen wat niet past.

MODEL A.

Ondergetekende verklaart kennis te hebben genomen van het ministerieel besluit houdende vaststelling voor het jaar 1982 van de schalen die als basis dienen voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten in de kinderdagverblijven en peuterscholen erkend en gesubsidieerd door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn alsmede in de erkende diensten voor onthaalmoeders, en geen enkel bewijs van inkomsten te bezitten.

Ik verbind me het bedrag van de financiële bijdrage vermeld in het huidig ministerieel besluit te zullen betalen.

Voor echt en waar verklaard,

Datum. Handtekening van de persoon die voor het kind verantwoordelijk is.

MODEL C.

Ondergetekende, verbindt zich ertoe een financiële bijdrage te betalen, berekend op basis van mijn aanslagbiljet 1980 (inkomsten 1979), volgens de hiernavolgende omrekeningsformule :

$$\frac{\dots\dots\dots}{10,30} (1) \times 1,04 = \dots\dots\dots F (2)$$

- (1) samengevoegd maandelijks netto belastbaar gezinsinkomen voor 1979 (zoals dit voorkomt op het aanslagbiljet 1980).
- (2) samengevoegd werkelijk maandelijks netto gezinsinkomen. 10,30 = omrekeningsvoet van het samengevoegd jaarlijks netto belastbaar inkomen 1979 in netto maandelijks inkomen (samengevoegd) van mei 1981.
- 1,04 = aanpassingsvoet aan het indexcijfer der consumptieprijzen van oktober 1981.

Datum. Handtekening van de persoon verantwoordelijk voor het kind.

MODEL B.

Ondergetekende verklaart dat het maandelijks netto inkomen (samengevoegd) van mijn gezin voor de maand 19.... de som van

F.

Ik staaf deze verklaring met de hierbijgaande bewijsstukken :

.....

Datum. Handtekening van de persoon die voor het kind verantwoordelijk is.

MODEL D.

Ondergetekende verbindt zich ertoe een financiële bijdrage te betalen, berekend op basis van mijn aanslagbiljet 1981 (inkomsten 1980), volgens de hiernavolgende omrekeningsformule :

$$\frac{\dots\dots\dots}{10,30} (1) = \dots\dots\dots F (2)$$

- (1) samengevoegd maandelijks netto belastbaar gezinsinkomen voor 1980 (zoals dit voorkomt op het aanslagbiljet 1981).
- (2) samengevoegd werkelijk maandelijks netto gezinsinkomen. 10,30 = omrekeningsvoet van het samengevoegd jaarlijks netto belastbaar inkomen 1980 in netto maandelijks inkomen (samengevoegd) van mei 1982.

Datum. Handtekening van de persoon verantwoordelijk voor het kind.

Gezien om gehecht te worden aan het ministerieel besluit van 16 december 1981.

De Minister van de Franse Gemeenschap,
M. HANSENNE